



ASSISES DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE LES PROFESSIONNEL·LES ONT BESOIN D'ENGAGEMENTS ET DE MOYENS, PAS DE PAROLES

Retrouvons-nous le 25 juin à Nantes !

Au cours des derniers mois, la crise sanitaire a mis encore plus en lumière le manque de moyens alloués à l'enfance en danger. Cette prise en charge est pourtant plus que d'actualité. La nécessité d'un engagement fort est urgente de la part du gouvernement pour enfin répondre aux besoins des populations, à la colère et aux revendications des professionnel·le·s du secteur (assistant·e·s de service social, éducateurs et éducatrices spécialisé·e·s, psychologues, assistants familiaux et assistantes familiales, personnels administratifs, techniques...).

Tous et toutes, nous sommes des premier·e·es de corvée ! Nous avons répondu présents pour l'exercice de nos missions, très souvent sans aucune mesure de protection, et sans moyens mais avec conscience professionnelle, sens du service public et la volonté de ne pas laisser les populations les plus précaires sans soutien.

Depuis trop d'années les professionnel·le·s dénoncent le manque de moyens financiers et humains. Les propositions ont aussi été nombreuses afin de répondre aux besoins des mineurs à protéger, de leur offrir un accompagnement de qualité, de leur permettre de devenir les citoyens de demain. Mais elles n'ont obtenu aucune réponse ni considération de la part des pouvoirs publics locaux ou nationaux. Le silence assourdissant du gouvernement suite au meurtre de notre collègue du département de l'Aube en est l'ignoble illustration. Le choix du tout sécuritaire est évident.

Cette dégradation de l'ensemble des services a un impact fort sur la qualité du suivi, ce qui peut conduire à

un risque important de maltraitance institutionnelle. Sans prévention, les actions de protections sont moins efficaces, les problématiques sont souvent trop ancrées. Jouer avec le sécuritaire, c'est criminaliser toujours plus les enfants en souffrance, en difficulté. Miser sur le sécuritaire c'est nier les problématiques sociales, financières, environnementales des enfants et de leurs familles prises en charge par les services sociaux. Les conséquences de ces choix politiques se font déjà sentir...

En parallèle, les orientations politiques sur l'exercice de nos missions permettent aux employeurs privés et publics de mettre en péril nos droits et conditions de travail. Les professionnel·le·s ne disposent plus de la garantie indispensable pour effectuer des prises en charge de qualité. Nous n'arrivons plus à assurer nos missions dans des conditions acceptables.

Aujourd'hui, les assises nationales de la protection de l'enfance constituent l'occasion pour les professionnel·le·s du secteur de l'enfance en danger de se mobiliser et d'interpeller à nouveau les pouvoirs publics en poste. Car partout sur les territoires, ils constatent les ravages dus aux politiques d'austérité qui mettent à mal les populations et les professionnels. Baisse d'effectifs et de moyens matériels, fermeture de structures, perte de sens au travail... Tandis que quotas et rentabilité sont le leitmotiv de nos directions.

Aujourd'hui la situation est inacceptable, les professionnels n'acceptent plus les orientations axées uniquement sur une logique budgétaire et de contrôle social.

.../...

LA CGT REVENDIQUE :

- Des créations de postes supplémentaires pour répondre aux besoins des populations ;
- Une revalorisation immédiate des salaires pour pallier à la perte du pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans ;
- La revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- Une politique nationale qui définit la Protection de l'Enfance comme Mission de service public garantissant ainsi l'équité, quel que soit le territoire, de l'accueil et de l'accompagnement nécessaires aux besoins des enfants et de leurs familles : prévention spécialisée, places en structure collective, en famille d'accueil, en accompagnement en milieu ouvert, etc
- La priorité des réponses éducatives sur les mesures répressives et l'abrogation du Code Pénal de la Justice des Mineurs ;
- Une Prévention à la hauteur des enjeux ;
- Le renforcement des partenariats prévention, protection, justice pour une prise en charge à tous les niveaux ;
- La fin de la marchandisation du travail social au profit d'un grand service public de l'action sociale et médico-sociale ;
- Un accès universel aux droits fondamentaux pour le public accueilli.

La mise en œuvre de ces moyens est un engagement pour l'avenir d'une jeunesse malmenée par la vie ! Évitions qu'un enfant sur quatre confiés ne finisse à la rue.

**Ensemble, mobilisons-nous !
Retrouvons-nous
le 25 juin à Nantes !**

**Un préavis de grève couvre l'ensemble des professionnel·le·s
qui souhaitent se mobiliser**